

Le PRÉSIDENT: Je pense que vous devriez laisser tomber la question, monsieur Tucker.

Le TÉMOIN: Eh bien oui.

Le PRÉSIDENT: Je pense que cette question a déjà reçu une réponse.

Le TÉMOIN: Je veux répondre à cette question.

M. TUCKER: Ce témoin parle en faveur d'un système bancaire de propriété publique.

Le TÉMOIN: Oui. Je veux que ce soit un monopole.

M. TUCKER: Je veux discuter la question avec lui.

Le TÉMOIN: Je veux que ce soit un monopole. Voilà bien ce que je dis. Mais je veux un monopole, si vous voulez l'appeler ainsi, qui soit placé aux mains de la nation tout entière.

*M. Tucker:*

D. Oui. Mais quand il se trouve aux mains du peuple tout entier, celui-ci nomme un gouvernement qui, dans notre pays, serait un gouvernement de partis. Il ne sera pas une dictature. C'est exact, n'est-ce pas?—R. Je l'espère.

D. Ce sera un gouvernement de partis qui, à son tour, nommera certaines gens pour administrer ces affaires. En d'autres termes, le peuple ne peut pas les administrer lui-même?—R. Oh! non.

D. Il doit élire un gouvernement de partis. Je soutiens que l'individu moyen aurait plus de chance, s'il est établi sur une base économique solide, de recevoir un traitement équitable d'une banque qui fait de la concurrence si, par hasard, il n'est pas de la couleur du parti au pouvoir, pourvu qu'il veuille avoir un prêt substantiel que d'une banque monopolisée appartenant à un gouvernement politique et dirigée par lui.

M. McNEVIN: Très bien, très bien!

Le TÉMOIN: Je ne peux pas dire que je suis de cet avis. Je connais un certain nombre de fonctionnaires et il me semble qu'ils fournissent un service excellent et efficace. Je pense que les gens en général ont pleine confiance en eux. Ils n'entrent pas en fonction à un moment pour en sortir bientôt et céder la place à un autre groupe. Ils demeurent. Je crois qu'il y a des personnes ici même, dans la ville d'Ottawa, qui sont fonctionnaires de l'Etat depuis bien des années et je pense que le public a une entière confiance en eux. Je persiste à croire que l'Etat pourrait diriger cette entreprise et que le peuple pourrait y avoir une entière confiance.

*M. Tucker:*

D. Vous admettez, en tous cas, qu'il y a danger qu'une telle chose se produise de la part d'un monopole bancaire qui favoriserait les endroits d'où viennent la majorité des hommes formant le gouvernement au pouvoir. Il pourrait établir des distinctions injustes au détriment de ses adversaires politiques, ce qui placerait l'individu à la merci absolue, s'il voulait du crédit, du gouvernement de l'heure.—R. Non. Je ne suis pas de cet avis.

D. Vous n'admettez pas cela?—R. Non. Je ne l'admets pas.

D. Pourquoi ne serait-il pas à la merci du gouvernement existant, si les seuls moyens par lesquels l'individu pourrait se procurer du crédit étaient sous l'empire du gouvernement?—R. Vous ne voulez pas dire, n'est-ce pas, monsieur Tucker, que quiconque a des relations, disons, avec le gouvernement libéral actuel, ne pourrait se montrer juste dans la direction d'une chose que le gouvernement voudrait administrer et qui est de sa juridiction? Je vous dirais que vous devriez avoir plus de confiance. Je peux seulement conclure d'après ce que vous dites qu'un autre gouvernement peut arriver au pouvoir et se montrer moins juste. Serait-ce cela que vous voulez dire?